

# LA VOIX DE L'ANR

le magazine de tous les retraités, reconnue d'intérêt général

N° 516  
AVRIL 2026

DÉFENSE  
RENCONTRE  
INFORMATION  
ENTRAIDE  
PROTECTION

[www.ansiege.fr](http://www.ansiege.fr)

## À la une :

- **Le fonds de réserve pour les retraites**
- **Contre l'exclusion des retraités,**  
les retraités de l'ANR s'expriment
- **Modernisation des réseaux mobiles**  
(arrêt de la 2G et de la 3G)
- **L'ANR en mouvement**  
avec ses retraités



# RETRAITÉS, nous voulons une place à la table !

“  
À l'ANR,  
nous voulons être  
des membres  
actifs, avec des  
propositions  
réalistes et  
équitables, au  
redressement de  
notre pays.”

**Durant l'année 2025**, les retraités en ont vu de toutes les couleurs : accusés d'être trop riches, d'être des fainéants pendant que le pays souffre, d'épuiser les forces de la nation en obtenant un maintien de leur pouvoir d'achat hors de proportion avec les capacités du pays, d'être à l'origine de l'endettement catastrophique des finances publiques, d'être un poids insupportable pour les actifs. Bref, il fallait être bien téméraire, ou inconscient, pour faire front aux attaques sans ménagement de toutes les forces politiques, à la télévision, dans la presse, à la radio contre les Anciens, sources de tous les maux.

C'est pourtant ce que nous avons fait à l'ANR, et à la CFR dont nous sommes membres (très) actifs.

Nous avons répondu sans faiblir, à toutes les attaques, souvent mensongères ou partiales : pied à pied, nous n'avons rien lâché, expliquant sans relâche, démontant les inexactitudes, les a priori, les mensonges. Presse, radio, lettres aux ministres, à tous les partis politiques sans exception, courriers des lecteurs. Nous n'avons rien laissé passer. Ceux qui comptaient sur notre lassitude, nos forces plus mesurées, nos moyens médiatiques limités, peut-être notre timidité, en sont pour leurs frais. Les budgets de la Sécurité sociale puis de l'État, avec 49-3, de 2026, ne présentent aucune des mesures destinées à nous paupériser dont on nous menaçait, et qui paraissaient inéluctables, il y a peu de semaines.

**FRANÇOIS-XAVIER LEHMANN**

Président national de l'ANR

L'argument massue (que nous n'avons pas ménagé) est que les retraités sont 18 millions, que leur poids politique, comme leur population, s'accroît, qu'ils sont des citoyens civiques en se rendant aux urnes massivement, qu'ils ont été les forces de travail essentielles pour la construction du pays d'aujourd'hui et qu'ils jouent pleinement leur rôle dans la solidarité nationale. La proximité des élections municipales, qui viennent de se dérouler, les prochaines élections présidentielles et les élections législatives qui suivent, rendent soudain les plus virulents davantage à l'écoute.

## Faut-il crier victoire ? Surtout pas !

Car les problèmes structurels du pays sont là, plus que jamais. La France est bien l'économie malade du monde et son modèle social est très fragilisé par cette situation. Il faudra bien, un jour, faire les efforts nécessaires à notre redressement, sans cesse repoussés, par lâcheté, calcul électoraliste à courte vue, aveuglement.

À Davos, en janvier dernier, quand celui qui se croit le maître du monde s'agitait, tel l'empereur Caligula qui affirmait "Qu'ils me haïssent, pourvu qu'ils me craignent", le Premier ministre canadien Mark Carney a remarqué: "Quand nous ne sommes pas à table, nous sommes au menu". Visiblement, nous, les retraités, nous étions l'année dernière au menu. L'ANR demande à être à table : c'est la première revendication de notre motion. Nous la répétons, sans nous lasser, à chacun de nos interlocuteurs, ministres, sénateurs, députés, maires. Nous voulons participer à la prise des décisions qui s'imposent au pays.

Et nous, adhérents de l'ANR, devons avoir la volonté chevillée au corps que nous obtiendrons enfin cette place autour de la table.



## ABONNEMENTS

Avril 2026 • 98<sup>e</sup> année

Prix de l'abonnement annuel : 22 €

(4 numéros)

Magazine trimestriel de l'ANR

(Association nationale de retraités)

## RÉDACTION

**Directeur de la publication :**

François-Xavier LEHMANN

**Responsable d'édition :**

Hervé DARRICARRÈRE

**Comité de rédaction :**

François-Xavier LEHMANN

Rémi SERVOT

Hervé DARRICARRÈRE

Jean CORDOBA

Christiane MOREAU

Jocelyne SÉNÉCHAL

Marie-Claude VATTEMENT

Félix VÉZIER

**Responsable Communication :**

Rémi SERVOT

## ADMINISTRATION

Dépôt légal 2<sup>e</sup> trimestre 2026

Commission paritaire

n° 0929 G 81872

ISSN 1636-6530

**Tirage :** 35 000 exemplaires

**ANR Siège national**

13, rue des Immeubles Industriels

75011 Paris

Tél. : 01 43 79 37 18

**Site internet :** <https://www.anrsiege.fr>

**Courriel :** [anrsiege@orange.fr](mailto:anrsiege@orange.fr)

**Amicale-Vie :** 01 43 79 21 28

## FABRICATION

**Éditeur :** ANR Siège national

13, rue des Immeubles Industriels

75011 Paris

**Conception - impression :**

ARMICOM

**Courriel :** [f.cabioch@armicom.fr](mailto:f.cabioch@armicom.fr)



**En cas  
de changement  
de situation,  
merci de contacter  
le siège de l'ANR au :  
01 43 79 37 18**



**06** Défense

**10** Action sociale  
et solidarité

**13** À savoir

**17** Vie des groupes

**24** Culture

**33** Jeux

**36** Amicale-Vie

**40** Santé - Bien vivre

**42** Entreprises

**45** Vivre-infos

**46** Solutions jeux

Encart deuils



**Ont participé à ce numéro :** Daniel BERTRAND, Jean-Pierre VACHE, les membres de la commission Défense, les membres de la commission Solidarité, Jocelyne PERSONNE, Michèle LE GOFF, Denise DEBOUT, Marc AYRAL, Denis GARNIER, Marie-Claude VATTEMENT, Félix VÉZIER, François-Xavier LEHMANN, Rémi SERVOT, Hervé DARRICARRÈRE.

# INFLATION, POUVOIR D'ACHAT, budget, économie

Il fallait avoir la tête bien accrochée, ou être expert, pour s'y retrouver dans l'avalanche de chiffres dont nous avons été abreuvés en 2025 et au début de cette année. Essayons d'y voir plus clair.

**C**oncernant notre pouvoir d'achat des retraités, les mesures qui pouvaient le remettre en cause (abattement fiscal supprimé, non ajustement des pensions à l'inflation, notamment) ont été provisoirement oubliées.

L'inflation a diminué au niveau de 0,9 % en moyenne annuelle en 2025 pour les prix à la consommation, avec 0,8 % en décembre. L'année 2026 s'annonçait pour le mieux. La guerre au Moyen-Orient a tout remis en cause : le prix du pétrole a explosé et entraîne, par contagion, une inflation qui se généralise. Bref, il est bien difficile de faire des pronostics pour 2026. La question du maintien du pouvoir d'achat en général et pour les retraités en particulier se repose avec acuité.

La discussion politique s'est focalisée sur le pourcentage tolérable de déficit des administrations publiques (47 % la Sécurité sociale, 34 % l'État et ses opérateurs et 20 % les collectivités territoriales). Le montant global des recettes publiques étaient, en 2024, de 1 501,6 milliards d'€ et les dépenses de 1 670,2 milliards d'€. Le déficit a été de 168,6 milliards. Notre production de richesses (le PIB : Produit Intérieur Brut) a été de 2 919,9 milliards d'€ d'où ce trou de 5,8 % du PIB.

Il a été financé par un accroissement de notre dette, qui dépasse les 3 400 milliards d'€, soit un peu plus de 116 % du PIB. Notre dette représente plus qu'un an de production de richesses et coûte de plus en plus cher en

charges d'intérêt : celles-ci vont dépasser le budget de l'Éducation nationale. Le Trésor français emprunte à un taux d'intérêt supérieur à celui de la Grèce, de l'Espagne ou de l'Italie.

C'est le budget de l'État qui est responsable du plus important déficit : en 2024, les recettes de l'État (nos impôts) s'élevaient à 322,9 milliards d'€ et les dépenses à 454,6 milliards d'€ : pour parler simple, quand l'État avait 100 de recettes, il dépensait 136. En 2023, c'était 169. À ce rythme, la dette a crû de manière accélérée.

La France est seule dans ce cas en Europe. Selon l'INSEE, le PIB par habitant de la France a été inférieur à la moyenne des pays de l'Union européenne pour la troisième année consécutive. L'Italie nous a dépassé en 2024. Nous sommes moins bien formés : 13<sup>e</sup> dans le classement PISA en 1999, 26<sup>e</sup> en 2024. Nous sommes le peuple qui travaille le moins pendant la vie (longues études, âge de la retraite, faible emploi des seniors, chômage), et nous ne compensons plus cette moindre durée du travail par une meilleure productivité (7<sup>e</sup> en 2000, 14<sup>e</sup> aujourd'hui de l'Union européenne). Les budgets 2026 (État et Sécurité sociale) vont nous enfoncer un peu plus dans la vase. Mais, quel politicien aura l'audace ou le courage de nous le dire clairement et de proposer des pistes d'effort équitables ?

François-Xavier Lehmann

**Un incident informatique intervenu chez notre prestataire a malheureusement retardé la parution de ce numéro. Merci pour votre compréhension.**

Sur le site "[www.anrsiege.fr](http://www.anrsiege.fr)" vous êtes informés de l'actualité et de vos droits.

De plus, en tant qu'adhérent vous avez accès à un espace réservé.

Pour y accéder, en bas à droite, cliquer sur "[site des adhérents](#)", indiquer l'identifiant : **adherent** (sans accent).

**Pour obtenir le mot de passe, merci de vous adresser à votre groupe ANR.**